

**Arrêté préfectoral du 31 MARS 2026
portant mise en demeure à l'encontre de la société ARCHIMBAULT & Fils,
dont le siège social est situé à Secondigné sur Belle
pour son site situé 7 chemin de Dare à Secondigné-sur-Belle (79170)**

**Le préfet des Deux-Sèvres,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,**

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.514-5 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du président de la République du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER en qualité de secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5331 du 15 avril 2013 portant sur la régularisation administrative de son établissement spécialisé dans le travail du bois et exploité sur la commune de Secondigné sur Belle, demande présentée par la SAS SCIERIE ARCHIMBAUD & Fils ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6231 du 21 septembre 2020 imposant une étude globale de défense incendie et du confinement des eaux d'extinction incendie du site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 octobre 2025 portant délégation de signature à monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, en date du 6 février 2026 consécutif à la visite d'inspection du site de la société ARCHIMBAUD & Fils du 21 novembre 2025 ;

Vu le projet de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier du 9 février 2026 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

Vu les observations reçues par mail le 12 février 2026 ;

Considérant qu'en application de l'article 1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° A6231 du 21 septembre 2020, l'exploitant devait transmettre sous un délai de 3 mois, une étude globale portant la défense incendie du site et le confinement des eaux d'extinction incendie du site et qui comprend a minima :

- une évaluation des besoins en eau d'extinction incendie du site (document technique D9) et moyens mis à disposition (poteaux, réserves...),
- une évaluation des volumes nécessaires au confinement des eaux d'extinction incendie (document technique D9A),
- la création d'un Plan d'Établissement Répertoire (ETARE),
- et un échéancier de réalisation des travaux et des mesures correctives à mettre en œuvre pour que la défense incendie du site soient assurés sur l'ensemble du site ;

Considérant que par courrier du 23 décembre 2020, l'exploitant a transmis à l'inspection l'étude de dimensionnement D9/D9A précisant la nécessité de disposer d'un besoin en eau d'extinction de 780 m³ sur site et d'un besoin en confinement en eau d'extinction de 2 034 m³ ;

Considérant que par courrier du 11 octobre 2021, l'exploitant a précisé avoir implanté deux réserves d'eau incendie supplémentaires afin de disposer du besoin en eau d'extinction incendie et que la mise en place de ces réserves a été constatée lors de la visite d'inspection du 21 novembre 2025 ;

Considérant que l'exploitant a présenté à l'inspection le Plan d'Établissement Répertoire réalisé et validé par le SDIS ;

Considérant que l'exploitant a présenté l'étude topographique réalisée afin de s'assurer de la possibilité de disposer d'un confinement d'extinction incendie suffisant mais que cette étude a été réalisée sur la base du besoin en eau d'extinction et non sur la base du besoin en confinement ;

Considérant que conformément à l'article 9.4 V de l'arrêté préfectoral n° 5331 du 15 avril 2013, l'exploitant doit prendre toutes mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel ;

Considérant qu'il y a lieu, conformément à l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société ARCHIMBAUD & Fils de mettre en œuvre les prescriptions techniques présentés ci-dessus ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture des Deux-Sèvres :

ARRÊTE

Article 1 :

La société ARCHIMBAUD & Fils est mise en demeure, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les dispositions de l'article 9.4 V de l'article préfectoral n° 5331 du 15 avril 2013 susvisé relatives à la mise en place de mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, selon les dispositions suivantes :

- Sous 3 mois, l'exploitant transmet l'étude de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie avec le descriptif des actions de confinement prévues ;
- Sous 12 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation du volume de rétention pour les eaux et écoulements susceptibles d'être pollués en cas de sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Article 2 :

En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers (15 rue Blossac- BP 541 86020 Poitiers cedex) ou sur l'application informatique « Télérecours citoyens » (www.telerecours.fr) , dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.


Article 4 :

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Deux-Sèvres pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 :

Le secrétaire général, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée à la société ARCHIMBAUD & Fils et au Maire de Secondigné sur Belle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,



Patrick VAUTIER